

EXERCICE NIVEAU 3 CORRIGE: Analyse d'un article du journal *Le Monde*

« Des émissions de CO2 record en 2010 aggravent le péril climatique » Article signé Grégoire Allix. Le Monde, mercredi 1er juin 2011

La reprise économique augmente les rejets de gaz à effets de serre alors que les négociations internationales piétinent. Si la crise financière mondiale avait pu laisser croire à un progrès sur le front du climat, la reprise des affaires s'est chargée de dissiper cette illusion. Les émissions de CO2, liées à la combustion d'énergies fossiles ont atteint un niveau record en 2010, d'après des estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publiées lundi 30 mai.

Les rejets de gaz carbonique ont culminé à 30.6 gigatonnes (GT) en 2010, une hausse de 5% par rapport à 2008, année du précédent record qui totalisait 29,3 Gt. « On s'attendait à un rebond, mais pas aussi fort » commente le chef économique de L'AIE, Fathil Birol.

- Ces informations constituent un revers sérieux pour nos espoirs de limiter la hausse de <mark>la température dans le monde à 2°C » estime M. Birol. Selon l'Agence</mark>, les émissions de CO2 du secteur de l'énergie ne doivent pas dépasser 32Gt en 2020 pour respecter la limite des 2°C adoptée par la communauté internationale [...].
- Les émissions de CO2 n'ont jamais augmenté si vite : 3% par an en moyenne depuis 10 ans, trois fois plus que lors de la décennie précédente by observe le glaciologue et climatologue Jean Jouzl, membre du bureau du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). **«** On est sur la trajectoire des pires scénarios du GIEC souligne le scientifique.

Les pays émergents exigent des pays du Nord qu'ils fassent le premier pas...

En clair : sans inversion de la tendance, la planète subira un réchauffement moyen de 4°C, et bien davantage par endroits. < Pour éviter cela, il faudrait que le niveau des émissions commence à baisser en 2015, puis chute très rapidement à partir de 2020 se rappelle M. Jouzel.

✓ On est loin du compte : il n'y a même pas de stabilisation.

»[...] Ces chiffres sonneront-ils comme un appel au réveil, comme le souhaite l'économiste de l'AIE, mais aussi le responsable de l'ONU pour le climat, Christian Figueres?

Rien n'est moins sûr. Plus personne n'espère voir un accord international se conclure à Durban.[...]

Même si leurs rejets de CO2 par habitant restent modestes, les pays en développement, Chine et Inde, sont à l'origine de 75% de la hausse des émissions en 2010, selon l'AIE. Les pays riches délocalisent leurs émissions au Sud alors même que leur propres émissions n'ont quasiment pas baissé depuis les années 1990 » réplique Sébastien Blavier, de la fédération d'ONG écologistes Réseau Action Climat (RAC).

Les chiffrent pourraient toutefois donner du grain à moudre à ceux qui estiment, dont les Etats Unis et le Japon, qu'un accord juridiquement contraignant n'a de sens que s'il inclut les grands émergents, quand ceux-ci exigent des pays du Nord qu'ils fassent le premier pas, au nom de leur « responsabilité historique ».

Reste une certitude partagée par tous : la somme des engagements pris n'équivaut qu'à 60% des efforts que la science estime nécessaire pour maintenir le réchauffement sous la limite des 2°C ; le RAC appelle donc l'Europe à montrer la voie en réhaussant son engagement de réduction des émissions d'ici à 2020 de 20% à 30%. La question doit être abordée lors d'un conseil des ministres de l'environnement, le 21 juin.

Repérez les différentes voix qui contribuent à fonder l'information présentée. Relevez le balisage de leur intervention dans cet article et les termes qui les introduisent.

La démarche informative s'appuie fréquemment sur l'intervention de plusieurs intervenants, autant de voix qui participent de l'information, la confirment, apportent des détails complémentaires. Cette polyphonie est repérable :

- **Typographiquement** : les guillemets du discours cité (couleur rouge) et les italiques.
- Linguistiquement : présence des verbes de parole introduisant le discours rapporté qu'il soit direct ou indirect (couleur bleue) : « commente » ; « rappelle »; « observe »; « souligne »; « ceux qui estiment qu'un accord juridiquement contraignant n'a de sens [...] » (discours indirect).
- Lexicalement : « d'après » ; « selon » sont utilisés pour rapporter des propos, mais de façon moins littérale, et parfois sous forme de résumé. Par exemple : « Même si leurs rejets de CO2 par habitant restent modestes, les pays en développement, Chine et Inde, sont à l'origine de 75% de la hausse des émissions en 2010, selon l'AIE. »

Un cas particulier de balisage des points de vue se situe dans la dernière expression entre guillemets de l'article : « [...] quand ceux-ci (les pays émergents) exigent des pays du Nord qu'ils fassent le premier pas, au nom de leur « responsabilité historique ». Les quillemets qui bornent « leur responsabilité historique » délimitent l'expression employée par les pays émergents en parlant des pays riches (il faut donc lire : au nom de ce que les pays émergents nomment la « responsabilité historique » des pays du Nord).

Dégagez d'autres caractéristiques du document qui privilégient la dimension informative.

D'autres caractéristiques inscrivent ce document dans une perspective informative:

- Données chiffrées (couleur verte), accompagnées de termes appartenant à un domaine spécialisé. Exemple « 36,6 gigatonnes (GT) »
- Informations comparatives : « les rejets de gaz carbonique ont culminé en 30,6 Gigatonnes (GT) en 2010, une hausse de 5% par rapport à 2008, année du précédent record qui totalisait 29,3 Gt ».
- **Références à des spécialistes** de l'énergie et du climat (couleur jaune). Par exemple : « le chef économiste de l'AIE, Fatih Birol » ; « le glaciologue et climatologue Jean Jouzel, membre du bureau du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ».
- Intervention discrète du journaliste dont la fonction est plutôt ici de convoquer les différentes voix qui témoignent de l'impact des émissions de CO2 sur le climat. Par exemple, à la fin de l'article : « le RAC appelle donc l'Europe à montrer la voie en réhaussant son engagement de réduction des émissions d'ici à 2020 de 20% à 30% ».

Ce document reste -t-il dans le cadre de présentations de données ? l'information ouvre-t-elle ici sur des problématiques, une progression de la réflexion ?

Le texte informatif articule à la fois l'information et ses conséquences (couleur violette), l'information et les problématiques qui la sous- tendent :

- Conséquences sur le futur : « revers sérieux pour nos espoirs de limiter la hausse de la température dans le monde à 2° » ; « il faudra que les rejets de CO2 augmentent moins au cours ces dix prochaines années qu'ils ne l'ont fait en seulement un an » ; « ces chiffres sonneront-ils comme « un appel au réveil » ? Le RAC appelle donc l'Europe à montrer la voie [...]».
- **Problématique**: le débat est soulevé dans les paragraphes 6 et 7. L'article met face à face la défense de ces pays par Sébastien Blavier ONG Ecologistes, RAC Réseau-action-climat d'une part : « Les pays riches délocalisent leurs émissions au Sud », et les Etats-Unis et le Japon d'autre part : « un accord n'a de sens que s'il inclut les grands émergents ».
- Les données informatives engendrent explicitement un sujet de réflexion: dans quelle mesure les pays émergents doivent-ils être soumis à un accord juridique contraignant ?